

crese

CENTRE DE RECHERCHE
SUR LES STRATÉGIES ÉCONOMIQUES

Crowdfunding et transition du système agri-alimentaire

MARC DESCHAMPS, JULIE LE GALLO, CATHERINE REFAIT-ALEXANDRE

April 2025

Working paper No. 2025 – 03

CRESE 30, avenue de l'Observatoire
25009 Besançon
France
<http://crese.univ-fcomte.fr/>

The views expressed are those of the authors
and do not necessarily reflect those of CRESE.

UNIVERSITÉ
MARIE & LOUIS
PASTEUR

Crowdfunding et transition du système agri-alimentaire

Une approche par les différentes dimensions de la proximité

Marc Deschamps¹ Julie Le Gallo² Catherine Refait-Alexandre³

Résumé

En nous appuyant sur les données de trois plateformes spécialisées de *crowdfunding* et sur des entretiens semi-directifs menés auprès de porteurs de projets situés dans la zone française de l'Arc jurassien, nous interrogeons le rôle de ce mode de financement dans la transition du système agri-alimentaire. Nous mobilisons notamment la théorie de la proximité (Torre, 2018) pour montrer que, si la proximité dite “sociale” (lien familial, amical ou de réseau) joue un rôle déterminant dans la réussite des collectes, la proximité géographique, quant à elle, n’apparaît pas décisive dans la décision de recourir au *crowdfunding* ni dans le succès de la campagne. Notre étude exploratoire suggère également que d’autres formes de proximité (institutionnelle ou organisationnelle) peuvent influencer la démarche des acteurs. Enfin, le soutien familial et amical demeure central, tandis que l’effet d’un éventuel “voisinage géographique” reste beaucoup plus modéré.

Mots-Clefs : *crowdfunding*, transition, agri-alimentaire, théorie de la proximité, proximités sociale et géographique

Codes JEL : G29, Q14, Q20, R11, R12

Remerciements

Nous remercions la ZAAJ (Zone Atelier de l’Arc Jurassien) (<https://zaaj.univ-fcomte.fr/>) et la Chaire Fintech-Dauphine PSL Paris (<https://dauphine.psl.eu/chaire-fintech>) pour les financements qui nous ont permis de réaliser cette recherche. Nous remercions également Joanna Berthelot, Orane Bringuier et Laurine Kreiss, étudiantes à l’Institut Agro Dijon, qui ont collaboré avec nous sur la trame du questionnaire et la réalisation des entretiens avec les répondants ayant eu recours aux plateformes Miimosa, Bluebees ou Tudigo. Nous remercions Romuald Borne pour l’élaboration de la liste des porteurs de projets et l’obtention de données concernant leur projet. Nous remercions également Fabien Labondance pour sa relecture attentive. Nos analyses et conclusions n’engagent en aucun cas nos institutions, la ZAAJ, la Chaire Fintech, l’Institut Agro Dijon ou ses étudiants.

¹ Université Marie et Louis Pasteur, CRESE (UR 3190), F-25000 Besançon, France. Membre associé à la Chaire Fintech-Dauphine PSL Paris. marc.deschamps@univ-fcomte.fr

² CESAER UMR1041, INRAE, Institut Agro Dijon, France. julie.le-gallo@institut-agro.fr

³ Université Marie et Louis Pasteur, CRESE (UR 3190), F-25000 Besançon, France. Membre associé à la Chaire Fintech-Dauphine PSL Paris. catherine.refait-alexandre@univ-fcomte.fr

1. Introduction

En France, le secteur agricole est le deuxième secteur émetteur de gaz à effet de serre, après le secteur des transports. Ses émissions étaient estimées à 73 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2023, soit de l'ordre de 20% des émissions nationales (Chiffres clefs du Climat, Service des Données et des Études Statistiques [2024]). Ces émissions diminuent et la SNBC-2 (Stratégie Nationale Bas Carbone) affiche un objectif de baisse de 15% d'ici 2030 et de plus de 40% d'ici 2050. La nécessaire transition du monde agricole vers des modèles plus durables – transition également affichée par la nouvelle PAC (Politique Agricole Commune)– induit des coûts importants, puisque des transformations structurelles doivent s'opérer tout au long de la chaîne alimentaire, des processus de production agricole à la transformation et aux modes de consommation alimentaire : accroissement du stockage de carbone dans les sols, réduction du recours aux ressources fossiles, développement de l'agroécologie, développement des protéines végétales, *etc.*

Ces transformations nécessitent donc des sources de financement importantes. À côté du financement bancaire qui reste prédominant, d'autres acteurs contribuent activement au financement d'une agriculture durable et, en particulier, les plateformes de financement participatif (*e.g.* Miimosa, AgriLend). Celles-ci collectent, *via* Internet, des fonds émanant de particuliers ou de personnes morales afin de participer au développement d'un projet qui peut être personnel, social, artistique ou économique. L'apport en fonds peut prendre la forme de dons (avec ou sans contre-partie), de prêts ou d'investissement en capital. En France, le financement participatif (ou *crowdfunding* en anglais) est ouvert aux PME depuis l'autorisation des prêts avec intérêt en 2014, puis des titres financiers en 2016. Le financement participatif a collecté plus de 9 milliards d'euros en France depuis 2015, dont 2,3 milliards en 2022 et 2,1 milliards en 2023 (Mazars et Financement Participatif France [2023]). Au sein des fonds collectés destinés au secteur économique, le secteur agricole a bénéficié du tiers des dons (8,4 millions d'euros), de 1% des prêts (16 millions d'euros) et de 5% des investissements en capital (13,2 millions d'euros). Le financement participatif fait d'ailleurs partie des modes de financement conseillé par les chambres d'agriculture (Chambres d'agriculture [2024]). De plus le financement participatif, en permettant aux individus de savoir ce que finance leur épargne, favorise l'émergence de projets plus durables (Deffains-Crapsky [2021]).

Le rôle joué par ce mode de financement dans la transition écologique des acteurs du secteur agri-alimentaire (agriculture mais également alimentation) de l'Arc jurassien situé entre la France et la Suisse, est particulièrement intéressant. En effet, cette zone montagneuse rend l'agriculture extensive difficile, et se caractérise ainsi par de petites exploitations. Cette situation favorise le développement d'une agriculture bio et durable et de circuits alimentaires locaux, mais elle en rend également le financement plus délicat. Le financement participatif paraît donc logiquement pouvoir y prendre toute sa place. Il est donc crucial de comprendre le rôle joué par le financement participatif dans le développement d'une agriculture verte au sein de la partie française de l'Arc jurassien (*e.g.* labélisation AB, certification HVE, développement de circuits courts). À cette fin nous avons décidé, car nous disposons de données publiques, de

nous concentrer sur trois plateformes de financement participatif spécialisées sur la transition agri-alimentaire : Miimosa, Bluebess et Tudigo.

Notre but principal est de mieux saisir les raisons du recours à ce type de financement et, le cas échéant, les déterminants de son succès. Deux éléments peuvent en effet jouer un rôle crucial. D'une part l'existence d'éventuelles complémentarités entre le financement bancaire et le financement participatif peut expliquer le recours au *crowdfunding*. En effet, celui-ci peut servir de levier pour obtenir un crédit bancaire. D'autre part, nous nous inscrivons dans la lignée des travaux de la théorie de la proximité (Torre et Gilly, 2000 ; Torre et Rallet, 2005 ; Torre, 2018), distinguant la proximité spatiale (distance géographique mesurable) des proximités relationnelles (sociales, organisationnelles, institutionnelles) et interrogeons le rôle de ces différentes formes de proximité, notamment la proximité sociale/familiale et la proximité géographique. Ces formes de proximités peuvent jouer un rôle entre les porteurs et porteuses de projets (acteurs du monde agricole qui désirent financer leur transition agro-environnementale) grâce aux interactions qu'elle permet, celles-ci étant susceptibles d'influer à la fois sur la décision de recourir au financement participatif, la dynamique de la levée de fonds et le succès de la collecte. Nous interrogeons également l'impact potentiel de la proximité géographique entre porteurs/porteuses de projets et contributeurs/contributrices.

Pour réaliser cette étude nous avons identifié et interrogé, dans le cadre d'entretiens semi-directifs, les porteurs et porteuses de projets des plateformes Miimosa, Bluebess et Tudigo situés dans la partie française de l'Arc jurassien entre 2016 et 2021. L'analyse de leurs réponses permet de mettre en lumière le rôle positif joué par le financement participatif dans la transition agri-alimentaire. Non seulement il a rendu possible le financement exclusif ou conjoint (avec le crédit bancaire) de projets, mais en plus il a permis la mise en œuvre de projets fortement ancrés dans leurs territoires. Nos résultats montrent également la fonction clé du *crowdfunding* pour financer des projets souvent atypiques ou de reconversion, tout en soulignant le rôle déterminant d'une "proximité sociale" (amis, famille, réseaux professionnels) dans le déclenchement et la réussite des campagnes. Toutefois, nos entretiens ne permettent pas de pouvoir répondre clairement quant à l'existence (ou non) d'interaction géographique entre les porteurs et porteuses de projet. L'impact de la proximité géographique entre les porteurs et porteuses de projets d'une part et les contributrices et contributeurs d'autre part, n'apparaît pas non plus clairement dans les données dont nous disposons.

Le reste de notre article est organisé de la manière suivante. La deuxième section présente nos trois questionnements principaux au vu d'éléments institutionnels ou établis par la littérature. La troisième section décrit les données que nous avons recueillies et les statistiques descriptives les concernant. La quatrième section présente et discute nos résultats. Enfin la dernière section conclut notre article et propose des pistes de recherches futures.

2. Questionnements principaux de notre recherche

Notre recherche vise à explorer trois questions. En premier lieu, nous souhaitons savoir si le financement participatif a (ou non) une influence positive sur le financement de projets permettant l'évolution du système agri-alimentaire de la partie française de l'Arc Jurassien, notamment par rapport aux autres types de financement. Le financement participatif relève de fait d'une optique différente, en particulier à l'égard du financement bancaire. En effet, l'objectif pour le porteur ou la porteuse de projet n'est pas uniquement de trouver les fonds indispensables à son investissement. D'autres enjeux sont également importants, comme une recherche de notoriété, la mise en place d'un réseau de clients (les financeurs devenant très souvent des clients et vice-versa, notamment *via* les réseaux sociaux), ou encore la volonté de bénéficiaire de conseils ou d'un retour d'expérience pour améliorer le projet. De plus, sous l'angle strictement financier, des différences réelles existent entre financement participatif et financement bancaire. Le premier est souvent moins coûteux en termes de taux d'intérêt et moins exigeant en termes de garantie ; sa mise en place est plus rapide et plus transparente (Bessières et Stéphanie [2017]). Enfin, il permet parfois tout simplement la mise en œuvre de projets qui n'ont pas eu accès au crédit bancaire traditionnel (Tang [2019] et de Roure *et al.* [2022]). D'après le rapport Miimosa [2020], 55% des porteurs et porteuses de projets n'ont pas eu recours à un autre type de financement. Ces deux types de financements peuvent néanmoins également être considérés comme complémentaires au sens où un apport de fonds *via* le financement participatif peut permettre au porteur ou à la porteuse de projet de bénéficier d'un accompagnement bancaire. A titre d'illustration, le rapport Miimosa [2020] indique que cette situation concerne 41% des porteurs et porteuses de projets.

En deuxième lieu, nous nous interrogeons sur le rôle des différentes formes de proximité entre d'une part les porteurs/porteuses de projets participatifs et, d'autre part, d'autres acteurs ayant des projets, incite (ou non) ces derniers à avoir recours au financement participatif. La proximité sociale et familiale – c'est-à-dire les liens de confiance, d'entraide et d'appartenance à un même réseau – joue un rôle plus déterminant dans le recours au *crowdfunding* que la seule proximité spatiale. Les échanges d'informations et de conseils sur ce mode de financement, tout comme l'adhésion du premier cercle (famille, amis, collègues), peuvent stimuler la décision de lancer une campagne. La répartition géographique des activités pourrait également expliquer un recours spatialement différencié au financement participatif : certains territoires peuvent par exemple présenter un besoin de transition environnementale plus intense en capital, ou au contraire concentré sur de petits projets n'exigeant que de faibles montants, finançables par don. Par ailleurs, certaines activités peuvent appeler à un type de projets plus facilement finançables par le financement participatif, notamment du fait d'un *story telling* plus attractif. De plus, les aides à l'installation des jeunes agriculteurs, plus intenses sur un type de territoire donné (par exemple dans les zones défavorisées et en montagne), peuvent avoir pour effet de réduire l'âge moyen des exploitants, augmentant ainsi la probabilité qu'ils aient recours au financement participatif (le rapport Miimosa [2020] indique que 58% des porteurs de projets ont entre 25 et 45 ans). Enfin, la proximité géographique entre les porteurs de projet peut impliquer une fréquence plus élevée d'interactions (fréquentation des mêmes lieux,

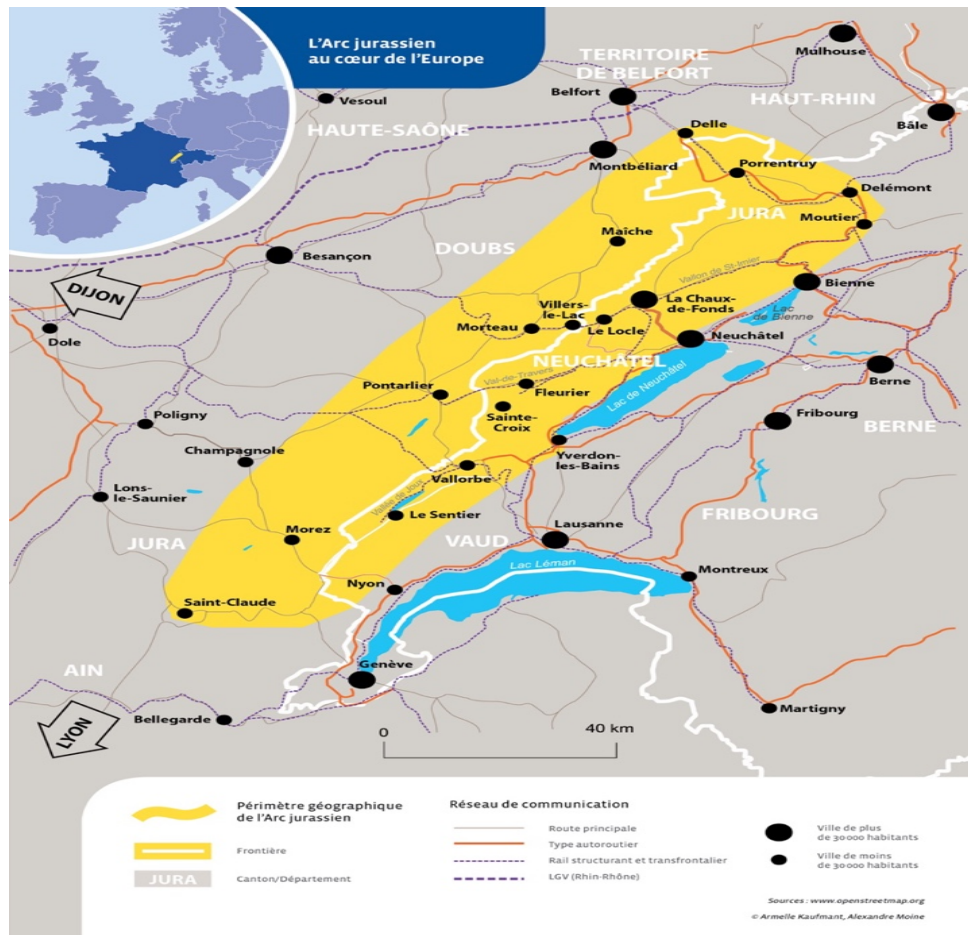
participation aux mêmes marchés, appartenance aux mêmes chambres d'agriculture etc.) et ainsi un partage d'informations sur l'existence et l'intérêt potentiel du financement participatif.

Enfin, en troisième et dernier lieu, il nous paraît intéressant d'interroger l'existence (ou non) d'un effet de la proximité géographique entre d'une part des porteurs de projet entre eux et, d'autre part avec les contributeurs, tant sur la dynamique de levée de fonds, que sur le succès de la collecte. En situation de proximité géographique, les interactions potentielles entre porteurs de projet pourraient induire des partages d'expérience et d'informations et, de ce fait, accroître la dynamique de leurs levées de fond et/ou leurs réussites. Par ailleurs, la littérature sur le financement participatif montre l'impact positif de la proximité géographique entre les porteurs de projets et les apporteurs de capitaux (Agrawal *et al.* [2011] et Mollick [2014]). Cela peut notamment s'expliquer par le fait que les porteurs de projet mobilisent leur réseau de proximité (*i.e.* amis et famille) pour lancer la campagne et créer une dynamique de levée de fonds, laquelle va attirer d'autres investisseurs grâce à une forme de cascade informationnelle positive (Onnée et Renault [2013]).

3. Données et statistiques descriptives

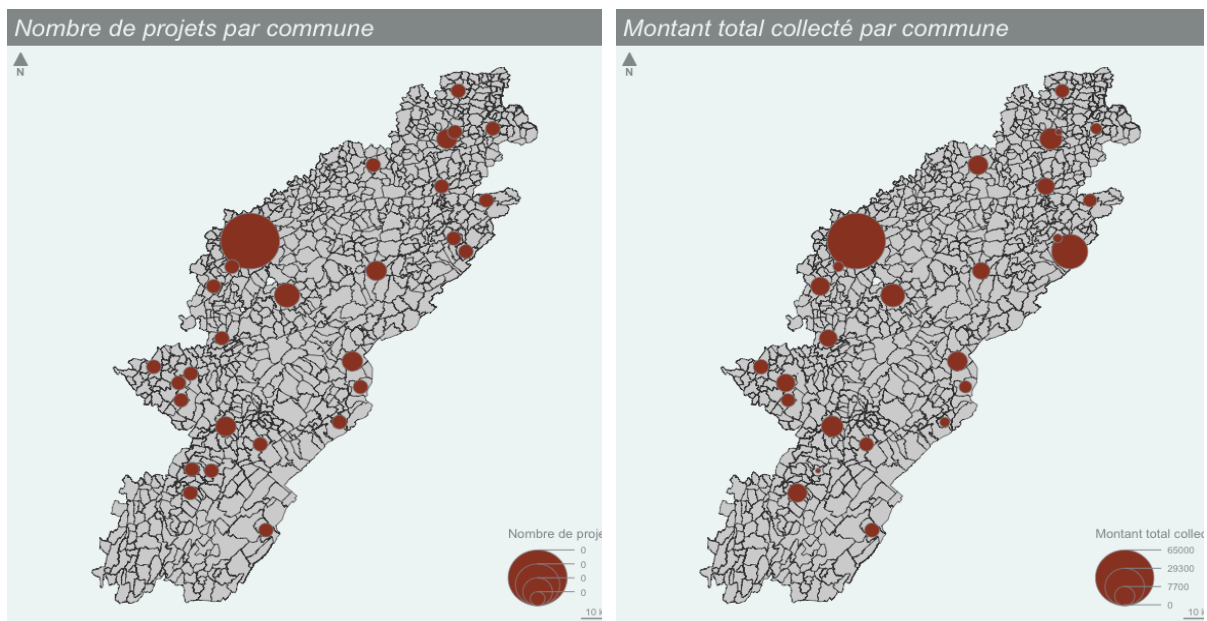
Afin de proposer des éléments de réponse à nos trois questionnements, nous avons retenu les projets proposés par trois plateformes françaises de financement participatif spécialisées dans la transition du secteur agri-alimentaire : Bluebees, Miimosa et Tudigo ; les données les concernant ayant l'avantage d'être publiques et facilement disponibles. Nous avons alors sélectionné, sur la période 2016-2021, l'ensemble des projets implantés dans la partie française de l'Arc Jurassien à savoir : le Territoire de Belfort, le Doubs, le Jura, l'Ain et une partie de la Haute-Savoie (voir Figure 1 ci-dessous). Sur cette période et dans cette zone, 77 projets ont été recensés : 5 sur la plateforme BlueBees, 40 sur la plateforme Miimosa et 32 sur la plateforme Tudigo. Sur le plan géographique, ces projets se situent très majoritairement (à plus de 80%) dans le Doubs (36 projets) et dans le Jura (27 projets), les autres projets se situant respectivement dans l'Ain (12) et dans le Territoire de Belfort (2) (voir la Figure 2 ci-dessous). Toutes les campagnes de financement sauf une reposent sur des dons avec contrepartie.

Figure 1. L'arc Jurassien – Partie française



Source : ArcJurassien.org

Figure 2. Répartition géographique des projets / Nombre de projets et Montant collecté par projet



Source : Auteurs

Les projets retenus sont tous de taille très modeste, comme c'est très fréquemment le cas concernant les campagnes sollicitant des dons. En effet, comme l'indiquent les statistiques descriptives (voir Tableau 1 ci-dessous), le montant moyen visé par projet, c'est-à-dire le montant maximum que les porteurs de projet désiraient collecter, est de 5300 euros. Le montant global collecté par projet est égal à 4865 euros (soit plus de 90% du montant moyen visé). L'observation du 5^{ème} centile indique que certaines campagnes ont échoué (*i.e.* elles n'ont pas réussi à mobiliser suffisamment de contributeurs pour collecter le montant visé). Le nombre de contributeurs moyen par projet se situe à 57 personnes.

Tableau 1. Statistiques descriptives des projets dans la partie française de l'Arc Jurassien

	Plateformes	Bluebees	Miimosa	Tudigo	Total
Projets publiés		5	40	32	77
<i>Montant objectif de la collecte (en €, valeur moyenne par projet)</i>	Moyenne	N.A.	6778,75	3450,00	5299,31
	Écart-type	N.A.	7432,00	1892,94	5888,90
	Percentile 5%	N.A.	2525,00	1260,00	1465,00
	Percentile 95%	N.A.	10237,5	9350,00	10000,0
<i>Montant collecté (en €, valeur moyenne par projet)</i>	Moyenne	3670,20	5230,40	4595,09	4865,06
	Écart-type	2920,69	7852,35	4119,96	6261,67
	Percentile 5%	/	15,25	1431,75	47,00
	Percentile 95%	/	11626,2	15090,9	9934,50
<i>Nombre de contributeurs (valeur moyenne par projet)</i>	Moyenne	56,2	58,41	56,50	57,46
	Écart-type	36,64	39,84	33,38	36,57
	Percentile 5%	/	1	14,65	1,00
	Percentile 95%	/	144	142,50	139,75

Partant de l'ensemble des 77 projets, des entretiens semi-directifs par téléphone ont été proposés à tous les porteurs et porteuses de projets. Au final, seuls 13 entretiens (soit près de 17%) ont pu être réalisés. La moitié des projets concerne le domaine de l'agriculture, l'autre moitié l'alimentation (épicerie vrac, fromagerie, etc.).

Parmi les personnes ayant répondu à l'enquête il y a sept hommes, quatre femmes et deux couples (voir Figure 3 ci-dessous). La plupart sont en reconversion professionnelle. Leur âge moyen est de 37 ans, et les personnes interrogées ont entre 26 et 55 ans, ce qui permet d'avoir un échantillon relativement diversifié au niveau des âges. Les projets en eux-mêmes sont assez divers (voir Figure 4). Six projets sont liés au monde agricole : deux projets portant sur le maraîchage, deux sur l'apiculture et deux sur l'élevage de poules ou de chèvres. Cinq projets sont directement liés au système alimentaire : deux projets d'épiceries vrac, un de fromagerie, une d'huilerie et un de produits boulangers alternatifs. Les deux projets restants sont une savonnerie artisanale travaillant avec des produits agricoles locaux et un projet de commercialisation de produit de sensibilisation au maraîchage. En ce qui concerne les appels aux dons lancés par les porteurs de projets, les plateformes choisies diffèrent. Ainsi, neuf personnes parmi les porteurs de projets ayant répondu à l'enquête ont utilisé la plateforme Miimosa, trois la plateforme Tudigo et un la plateforme Bluebees.

Figure 3. Présentation synthétique des porteurs de projets

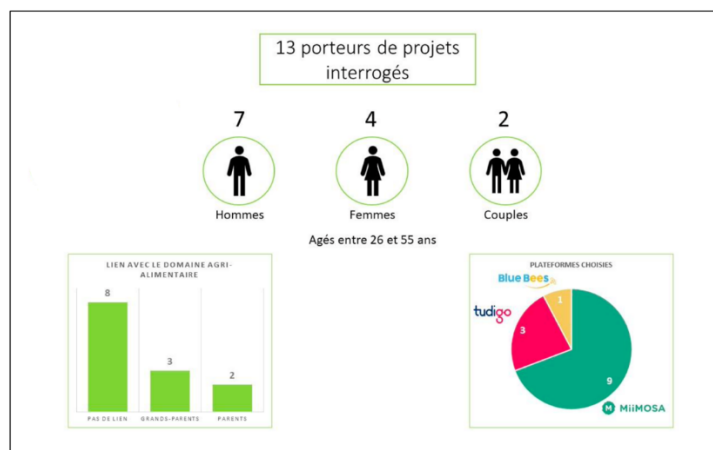
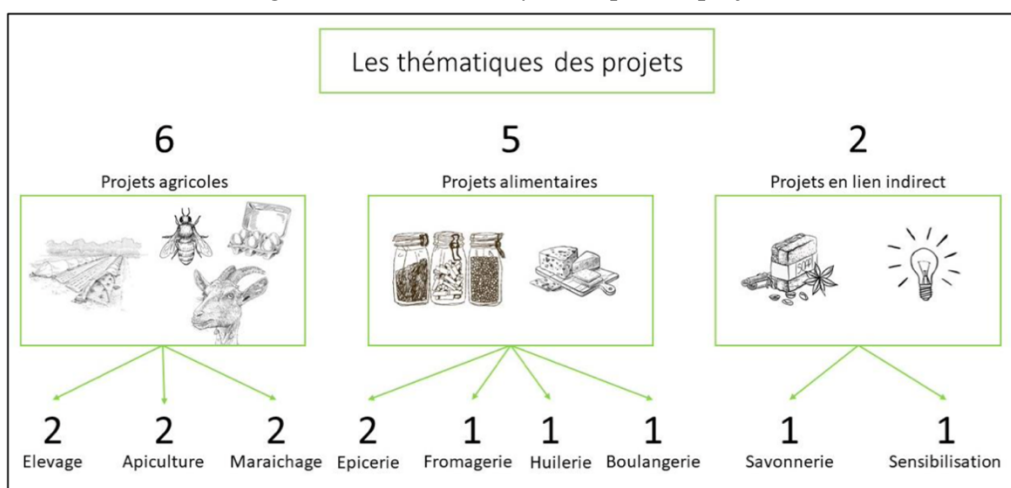


Figure 4. Présentation synthétique des projets



Les projets portés par les personnes interrogées présentent un montant collecté et un nombre de contributeurs moyens plus importants qu'au sein de l'échantillon global. Cela est notamment dû à la présence d'un projet plus important que les autres (voir Tableau 2).

Tableau 2. Statistiques descriptives des projets portés par les personnes interrogées

	Plateformes	Bluebees	Miimosa	Tudigo	Total
Projets des personnes interrogées		1	9	3	13
Montant objectif de la collecte (en €, valeur moyenne par projet)	Moyenne	N.A.	10672.2	6750.00	9959.09
	Écart-type	N.A.	14895.0	4596.19	13495.1
Montant collecté (en €, valeur moyenne par projet)	Moyenne	450	10259.4	10610.7	9585.92
	Écart-type	/	15089.2	12503.2	13616.3
Nombre de contributeurs (valeur moyenne par projet)	Moyenne	12	174.556	31	128.923
	Écart-type	/	310.914	19.98	263.837

4. Discussion

Nous avons confronté les réponses données par les porteurs et porteuses de projet lors de nos entretiens à nos trois questionnements préalables. Il s'avère tout d'abord que le financement participatif paraît bien avoir eu un rôle facilitateur dans la transition agroécologique au sein de l'Arc Jurassien dans sa partie française. En effet, plus de 8/10^{ème} des projets présentent un ancrage territorial important, voire très important. Ils s'insèrent donc dans le développement durable du territoire. La quasi-totalité des projets étudiés sont liés à l'évolution des systèmes agri-alimentaires locaux et ils ont presque tous pour objectif d'approvisionner leur territoire en nourriture de manière durable (circuits courts, lutte contre le gaspillage alimentaire, agriculture biologique).

Par ailleurs, un quart des projets n'est financé que par la campagne de levée de fonds participative. Pour les trois-quarts restants, selon les porteurs et porteuses de projet, le financement participatif a joué un rôle essentiel soit comme levier pour obtenir un prêt bancaire ou une subvention (région notamment), soit comme complément aux prêts amicaux et familiaux. Il s'avère donc que la campagne de financement participatif est très utile car elle permet de collecter des fonds émanant de ce qu'il d'usage d'appeler « le premier cercle ». Enfin, notons que le tiers des porteurs et porteuses de projet ont fait part d'un objectif de recherche de notoriété, autre aspect facilitateur du financement participatif.

Le fait que ces projets soient, pour une grande part d'entre eux, des projets de reconversion doit également être noté, car de tels projets semblent peiner à obtenir des financements bancaires. Les banques paraissent en effet redouter que le manque d'expérience pâtisse à la réussite du projet. Les circuits de financements classiques ne sont donc pas toujours faciles à débloquer. Les projets d'apiculture, notamment, ont beaucoup de mal à convaincre les banques dans la mesure où les rendements ne sont pas assurés puisque la production peut fortement varier selon les années. Le financement participatif est alors utilisé comme un moyen de lever des fonds pour mettre en place le projet.

La proximité sociale entre les porteurs et porteuses de projets, ainsi que la bonne gestion de la communication pourraient avoir un effet dans le déroulement (*i.e.* la dynamique de levée de fonds) et le succès de la collecte. En effet, les deux tiers des répondants disent avoir perçu une dynamique locale autour de la levée de fonds et de leur projet de manière générale. D'après eux, le succès de la collecte provient majoritairement du cercle des proches (*i.e.* amis et famille), proche géographiquement. Cette proximité sociale apparaît dès lors comme un moteur de l'adoption du *crowdfunding*, à la fois pour découvrir cette modalité de financement et pour être convaincu de sa pertinence.

Les effets sont en revanche beaucoup moins clairs concernant le rôle de la proximité géographique. Il semble tout d'abord que cette proximité n'ait pas fortement influencé la décision de recourir au financement participatif. Parmi les porteurs et porteuses de projets interrogés, moins de la moitié déclare avoir eu des discussions, en amont de la décision, avec leur entourage ou dans le cadre professionnel. Et, au vu de notre faible échantillon, il ne nous

est pas possible de mettre en évidence un impact de la proximité géographique entre les porteurs et les porteuses de projets dans cette prise de décision. Il ne nous est pas non plus possible de mettre en évidence une influence de la proximité géographique entre les porteurs est porteuse de projets et la dynamique de levée de fonds, ou le succès de la campagne. En effet, au sein des personnes interrogées, seuls deux porteurs de projet avez eu des contacts entre eux.

Au final, les porteurs et porteuses de projets estiment que le financement participatif a constitué un bon moyen de développer leurs projets de transition vers un système agri-alimentaire plus durable mais, sur notre échantillon, l'existence (ou non) d'interactions géographiques est impossible à mettre en évidence de façon robuste.

5. Conclusion

Au vu des évolutions et besoins alimentaires, agricoles et climatiques, arriver à répondre aux trois questions de recherche de cet article nous paraît important et utile, aussi bien pour les plateformes, les porteurs et porteuses de projets, que pour l'ensemble des citoyens et des consommateurs. Cependant, au vu du nombre très réduit de répondants aux entretiens, nos possibilités d'y répondre étaient faibles et nos conclusions doivent dès lors être considérées avec précaution. A bien des égards, cet article n'a qu'une vocation exploratoire et heuristique. Nous considérons que d'autres recherches, sur un périmètre plus large et disposant de plus de données, sont dès lors nécessaires.

Il ressort toutefois clairement de notre étude l'existence d'un besoin de financements complémentaires aux financements bancaires traditionnels, afin de mettre réellement en œuvre les changements nécessaires. Si ce besoin se confirme, notamment grâce à d'autres études, nous anticipons qu'il y aura, dans les années à venir, un recours plus important au financement participatif dans le domaine agricole, ainsi que des perspectives de croissance pour les plateformes tant généralistes que thématiques. Les difficultés récemment rencontrées par tous les acteurs du système agri-alimentaire, en particulier suite à la hausse des prix des biens agricoles et des taux d'intérêt, pourraient n'être que passagères. Par ailleurs, parvenir à mieux anticiper la localisation des potentiels porteurs et porteuses de projets peut également permettre de cibler la communication institutionnelle et commerciale à leur destination. Une analyse plus approfondie et systématique des effets de la proximité géographique entre les porteurs et porteuses de projet nous paraît intéressante, notamment car les réseaux (sociaux, mais aussi locaux dans une logique de circuit court) pourraient être des facteurs clefs. D'autre part, la proximité des porteurs de projets avec les financeurs pourrait également être importante (tant pour faciliter les contreparties en nature, que parce qu'elle crée une proximité affective). Sur le plan stratégique cette proximité pourrait également permettre les situations de concurrence, collaborations, et de coopération entre les projets. Enfin, la complémentarité territoriale entre financement participatif et banque que nous avons observée pourraient avoir comme conséquence des collaborations actives et fructueuses entre les différents acteurs.

Ces conclusions ouvrent la voie à de futurs travaux, consistant par exemple à analyser de façon plus fine la manière dont différentes proximités (sociales, organisationnelles,

institutionnelles) se combinent dans la phase de diffusion d'informations ou de consolidation financière des projets. Une extension à un échantillon plus large de projets, ou à d'autres zones géographiques, aiderait aussi à préciser la portée de nos résultats et à mieux isoler le rôle respectif de chaque forme de proximité dans le succès des démarches de *crowdfunding* agricole.

Bibliographie

- ACPR et AMF [2017] *S'informer sur le nouveau cadre applicable au financement participatif (crowdfunding)*. Disponible sur : <https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/publications/guides/guides-professionnels/sinformer-sur-le-nouveau-cadre-applicable-au-financement-participatif-crowdfunding>
- ACPR et AMF [2022] *Le nouveau cadre du financement participatif*. Disponible sur : https://acpr.banque-france.fr/system/files/2024-11/forum_fintech_acpr-amf_2022_atelier_b_financement_participatif.pdf
- Agrawal, A.J., Catalini, C. and Goldfarb A. [2011] "The Geography of Crowdfunding", *NBER Working Paper*, February, n°16820, 63 p. Disponible sur : https://www.nber.org/system/files/working_papers/w16820/w16820.pdf
- Bessières V. et Stéphany E. [2017] *Le Crowdfunding, Fondements et Pratiques*. De Boeck Supérieur, 176 p.
- Chambres d'Agriculture [2024] *Avec quels financements ?* Disponible sur : <https://chambres-agriculture.fr/je-suis-futur-agriculteur/construire-son-projet-dinstallation/financement>
- Deffains-Crapskry C [2021] « Crowdfunding citoyen et territoires : le cas du financement de la transition énergétique », *Vie et Sciences de l'Entreprise*, n°211-212, pp. 204-218.
- De Roure V., Pelizzon L. et Thakor A. [2022] "P2P lenders versus banks: Cream skimming or bottom fishing?", *The Review of Corporate Finance Studies*, vol. 11, n° 2, May, pp. 213–262.
- Financement Participatif France [2017] *Guide du financement participatif pour le développement des territoires*. Disponible sur : https://issuu.com/financementparticipatiffrance/docs/fpf-guide-pratique_dvpt_territoire-
- Hörisch J. et Tenner I. [2020] "How environmental and social orientations influence the funding success of investment-based crowdfunding: The mediating role of the number of funders and the average funding amount", *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 161.
- Mazars et Financement Participatif France [2024] *Baromètre du Crowdfunding en 2023*. Disponible sur https://financeparticipative.org/wp-content/uploads/2024/02/BAROMETRE-CROWDFUNDING-2023_FPF-MAZARS.pdf
- Miimosa [2020] *Rapport annuel*. Disponible sur : https://mii-bkt-marketing-prod.s3.eu-central-1.amazonaws.com/site-content/Rapport_Annuel_MiiMOSA_2020.pdf

- Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique [2025] *Crowdfunding et Financement Participatif*. Disponible sur : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F33957>
- Mollick E. [2014] “The dynamics of crowdfunding: An exploratory study”, *Journal of Business Venturing*, vol. 29, n°1, pp. 1-16.
- Motylska-Kuzma A. [2018] “Crowdfunding and Sustainable Development”, *Sustainability*, vol. 10, n°12, pp. 46-50.
- Onnée S, et Renaud S. [2013] « Le financement participatif : atouts, risques et conditions de succès », *Gestion*, vol. 38, pp 54-65.
- Service des Données et des Études Statistiques [2024] *Chiffres clefs du Climat, France – Europe-Monde*. Disponible sur : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat-2024/fr/pdf/chiffres-cles-du-climat-2024.pdf
- Tang, H. [2019] “Peer-to-Peer Lenders Versus Banks: Substitutes or Complements?”, *The Review of Financial Studies*, vol. 32, n° 5, pp. 1900-1938.
- Torre, A. [2018] “Proximities: return over 25 years of analysis”, *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, vol. 5, 917-936.
- Torre, A. et Gilly, J.-P. [1999] “On the analytical dimension of proximity dynamics”, *Regional Studies*, vol. 34, n°2, pp 169–180.
- Torre, A. et Rallet, A. [2005]. Proximity and localization, *Regional Studies*, 39, n°1, pp. 47–59.